

Les partis politiques en difficulté

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5491 - Lundi 11 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Foot / Equipe nationale

La gestion de la pelouse du stade de Blida confiée à la FAF



Réunion du bureau national et du C.A. de la CGEA

Neghza : «Les hommes d'affaires appelés à constituer une véritable force de proposition»

La harga : la montée de l'extrême droite

Par Mohamed Habili

Si dans les pays sources des flux migratoires, en particulier dans ceux où ne règnent ni guerres ni persécutions, comme c'est le cas des pays du Maghreb, le phénomène n'a ni conséquences ni traductions politiques, il en est autrement des pays de destination, européens et nord-américains dans leur ensemble. Or un pays, où qu'il se situe sur la carte, serait-il lui-même très au sud, est toujours au nord par rapport à un autre, de sorte qu'il est un lieu de passage d'un flux migratoire naissant plus au sud hors de ses frontières. De sorte qu'à peu près tout le monde est traversé par ces courants humains irrépressibles. Le phénomène est planétaire dans ses causes, mais il n'a d'effets politiques que dans les pays de destination. Du moins pour l'heure, car on peut imaginer que dans un pays essentiellement de passage, ce même phénomène puisse devenir un jour un problème politique, donnant lieu en tant que tel à des divisions dans l'opinion nationale. On n'en est pas encore là aujourd'hui. Il faudrait pour cela que de point de départ et de passage, nos pays par exemple se transforment en autant de lieux de destination. Le renouveau de l'extrême droite en Europe et aux Etats-Unis est la réaction politique liée au phénomène en question.

Suite en page 3

Mahyaoui : 10 200 000 Algériens ont reçu une première dose

Le taux de vaccination reste très faible



Pl/D. R.

La vaccination contre le Covid-19 reste toujours faible. Alors que les autorités ont affiché un objectif de vacciner 70 % de la population d'ici la fin de l'année, seuls 10 200 000 ont reçu la première dose du vaccin anti-Covid et 5 millions les deux doses. Par Louisa Ali Ramdane

Fermeture de 231 commerces en un mois à Alger

Tolérance zéro contre le non-respect des mesures préventives

Tizi Ouzou/Université

«L'industrie agroalimentaire en Algérie, potentialités et défis» en débat

Réunion du bureau national et du C.A. de la CGEA
Neghza : «Les hommes d'affaires appelés à constituer une véritable force de proposition»



Evoquant le souci du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de donner la priorité à la production nationale, notamment dans le domaine de l'agriculture et des industries agroalimentaires, ainsi que sa détermination à réduire les importations, et soulignant sa volonté de diversifier l'économie nationale et de l'encourager à investir dans l'industrie, le tourisme et les mines, Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), a appelé «les hommes d'affaires à constituer une véritable force de proposition, que le gouvernement doit écouter en matière économique». En effet, lors de son intervention devant les membres des bureaux de wilaya de la Confédération, avant-hier, au Centre international de conférences du Club des Pins à Alger, l'intervenante a évoqué la série de réunions qu'elle a eues, à son retour au pays, avec des ministres et des walis, en plus de ses visites sur terrain de certaines usines et fermes, soulignant la difficulté de la situation de l'investissement. La présidente de la CGEA a également annoncé l'organisation par la Confédération d'un forum national et international, les 11 et 12 décembre 2021, sous le thème «La contribution des femmes au développement de l'économie nationale», un forum qui «a eu l'honneur de recevoir le haut patronage du président de la République», appelant les membres de la Confédération à «faire de cette date une réussite, par la sélection de femmes entrepreneurs et performantes dans leurs domaines d'activité». La femme d'affaires a exhorté les participants à faire des bureaux de wilaya de la Confédération la première destination de chaque entreprise souhaitant rejoindre le patronat, appelant à organiser des réunions régionales, animées par des experts sur divers sujets économiques pour bénéficier de leurs opinions. La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes a conclu en rappelant aux participants la date d'organisation de l'Exposition de Benghazi en Libye, notant son importance et l'afflux des pays voisins et lointains vers cet événement économique.

Th. K.

— Mahyaoui : 10 200 000 Algériens ont reçu une première dose —

Le taux de vaccination reste très faible

■ La vaccination contre le Covid-19 reste toujours faible. Alors que les autorités ont affiché un objectif de vacciner 70 % de la population d'ici la fin de l'année, seuls 10 200 000 ont reçu la première dose du vaccin anti-Covid et 5 millions les deux doses.

Par Louisa Ait Ramdane

La campagne de vaccination intervient après la baisse des cas de contamination et peine toujours à aboutir aux attentes autorisées. Selon le Professeur Riad Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé de la lutte et du suivi de la pandémie Covid-19 en Algérie, la vaccination n'est pas encore en adéquation avec les moyens mis en place par l'Etat. «La campagne de vaccination ne correspond pas à la taille des capacités fournies par l'Etat pour le processus et ses objectifs», a-t-il expliqué sur les ondes de la Radio nationale.

Évaluant la campagne de vaccination, le P Mahyaoui a souligné que «la situation épidémiologique connaît une stabilité qui se traduit par la baisse significative du nombre de contaminations et de décès enregistrés quotidiennement, ce qui a suscité un soulagement dans les milieux médico-administratifs».

Il a noté que ces derniers temps il y a une grande réticence de la part des citoyens à se faire vacciner, contrairement au mois de septembre où un afflux considérable de personnes se sont fait injecter le vaccin. À ce propos, il a rappelé que le mois de septembre écoulé avait connu une grande campagne de vaccination, citant la vaccination de plus de 296 000 citoyens en une seule journée. «La prudence et la vigilance restent de mise pour éviter une nouvelle vague de contamination, notamment



avec la rentrée scolaire et universitaire et le début de la saison hivernale», a-t-il alerté. Dans ce sens, il a appelé le citoyen à se faire vacciner. «Le processus de vaccination doit se poursuivre, car c'est le seul moyen de lutter contre l'épidémie, d'autant plus que les vaccins sont en grandes quantités», dira le P Mahyaoui.

Le Professeur Riad Mahyaoui a émis le souhait que les étudiants répondent favorablement à la campagne de vaccination dans les universités.

Toujours à propos de la situation épidémiologique, le Professeur a souligné qu'«il est vrai que la durée de vie de cycle du virus est de deux ans, mais ce n'est qu'une question théorique». C'est pour cela, selon lui, que «des précautions doivent être

prises et les mesures de prévention sanitaires respectées, notamment le port d'un masque et la distanciation physique».

Pour rappel, en plus des grandes quantités de vaccins importés, l'Algérie a entamé la production du vaccin «CoronaVac» dans les laboratoires du groupe pharmaceutique public Saïdal à Constantine, le 29 septembre

dernier. Les capacités de production sont évaluées à 320 000 doses/jour, soit 8 millions par mois, ce qui permettra d'atteindre une production de 16 millions par mois, soit près de 200 millions de doses de vaccin «CoronaVac» par an. La vaccination en Algérie avec le CoronaVac débutera dans les prochains jours.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

107 nouveaux contaminés et 3 décès

L'Algérie a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins que le bilan d'hier (4), portant à 5 853 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 107 cas, soit 5 cas de plus par rapport au bilan d'hier (102), pour atteindre, au total, 204 597 cas confirmés.

R. N.

Constitution des listes de candidature pour les élections locales

Les partis politiques en difficulté

Les élections locales du 27 novembre prochain ont mis les partis politiques en difficulté et révélé les limites de bien d'autres. Curieusement, aucune formation politique n'est parvenue à présenter des listes de candidature à travers la totalité des Assemblées (APC et APW) du pays. Même le FLN, qui a l'habitude d'être représenté à travers toutes les Assemblées au territoire national, sera, à la prochaine échéance, absent dans près de 200 municipalités, apprend-on de sources médiatiques. L'incapacité des candidats à collecter le nombre de signatures exigées est la principale cause de la défection des partis dans plusieurs communes. A cela s'ajoute la fermeté affichée par les délégations de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) dans

le traitement des dossiers de candidature qui lui sont soumis. En conséquence, aucune formation politique n'est parvenue à constituer des listes à travers toutes les Assemblées élues et dans certaines communes aucune liste électorale n'a été constituée. A cela, il faut ajouter la persistance du forcing des indépendants. Ces derniers devraient d'ailleurs, à l'image des législatives passées, concurrencer les partis traditionnels et remporter un grand nombre d'Assemblées. A Tizi Ouzou, à titre d'exemple, un total de 144 listes de candidature a été déposé auprès de la délégation de l'Anie. Il s'agit de cinq listes pour l'APW déposées par le FLN, le RND et le FFS, et deux listes d'indépendants. Pour les APC, 1 399 listes sont en lice, à savoir le FFS avec 38 listes, le PT avec 3

listes, le RND avec 2 listes, et le FLN et Al Moustaqbel avec une liste chacun ainsi que 94 listes d'indépendants. Il est à relever, par ailleurs, l'absence de listes dans cinq communes.

A Béjaïa, l'on enregistre le dépôt des dossiers de candidature par un total de 54 partis politiques et 52 listes d'indépendants. L'importante présence des indépendants à travers la quasi-totalité des wilayas du pays renseigne sur un essoufflement des partis politiques, désormais incapables de convaincre et de capter l'intérêt des citoyens.

Et pour preuve, aux partis qui avaient déjà annoncé leur non participation à la prochaine échéance électorale, un autre vient s'ajouter et renonce à cette joute électorale, à savoir le Mouvement Ennahda. Une décision que ce parti islamiste

avait rendue publique hier, via un communiqué, tout en imputant la responsabilité de cette défection «aux conditions impossibles liées au nombre de signatures, les renseignements à apposer, la méthode de constitution des listes...». Mais cela suffira-t-il pour autant à justifier l'incapacité de certains partis à élaborer des listes, sachant que d'autres candidats, indépendants, parfois sans expérience ni moyens ou base militante, ont bel et bien surmonté les «entraves» et validé leur candidature. En attendant les résultats de cette élection des Assemblées communales et de wilaya, force est de relever que des groupes de candidats, sans casquette politique, ont toutes les chances de supplanter les partis classiques et tirer leur épingle du jeu.

Aomar Fekrache

Fermeture de 231 commerces en un mois à Alger

Tolérance zéro contre le non-respect des mesures préventives

■ *Un relâchement total est observé quotidiennement au niveau des marchés, des transports et des commerces. Le port du masque n'est souvent pas exigé par les commerçants, ni même la distanciation entre les acheteurs. Le nombre de personnes autorisé à l'intérieur des commerces n'est pas respecté, ce qui a conduit à la fermeture de plusieurs d'entre eux.*

Par Thininene Khouchi

Depuis des mois, les bilans de contamination annoncés par le ministre de la Santé sont moins lourds, ce qui a poussé les citoyens à relâché leur vigilance. Au niveau des marchés, des postes, des commerces, des transports, le port du masque n'est plus aussi important. On observe des rassemblements partout et la distanciation entre les citoyens n'est plus respectée. Au niveau des commerces, qui avaient l'habitude de n'autoriser que trois personnes à l'intérieur, on retrouve presque une dizaine d'acheteurs accompagnés de leurs enfants, chose interdite par les mesures prises afin de minimiser le nombre de contaminations. Ce non-respect des mesures préventives contre la propagation du Covid-19 a engendré la fermeture de plusieurs commerces. En effet, dans le souci de préserver la santé du citoyen contre la propagation de la pandémie de coronavirus, et suite au non-respect des mesures de protection et de distanciation physique, au risque d'influer négativement sur les résultats de la situation pandémique et sanitaire, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé à la fermeture de commerces et proposé également à la fermeture



d'autres, durant le mois de septembre, pour non-respect des mesures préventives contre la propagation du Covid-19, ont indiqué, hier, les services de ce corps de sécurité. Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger précisent qu'ils ont procédé à la fermeture de 231 commerces et proposé 103 autres à la fermeture, soulignant que lesdits services continueront de veiller à la stricte application de ces mesures à travers les commerces de la wilaya d'Alger. Un appel a également été lancé aux citoyens pour éviter les regrou-

pements au niveau des marchés des fruits et légumes et les commerces de vente des produits alimentaires autorisés, les incitant à prendre toutes les mesures préventives nécessaires, conclut le document. A la même période, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré six morts et 121 blessés dans 348 accidents de la route survenus dans des zones urbaines. Ils ont, par ailleurs, arrêté 288 individus recherchés et 92 autres impliqués dans des vols, et traité 83 affaires de coups et blessures volontaires,

dont une ayant entraîné la mort, et 30 affaires de conduite en état d'ébriété. Ils ont également transféré en septembre 1 022 véhicules sans papiers. Les mêmes services ont également effectué 1 459 interventions sur la voie publique, enregistré 35 affaires de vol et récupéré 7 véhicules recherchés dans le cadre d'enquêtes. S'agissant de la couverture sécuritaire, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont couvert 902 événements culturels et sportifs durant le mois de septembre.

T. K.

AADL

Instructions strictes pour l'accélération des différents chantiers

Le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Fayçal Zitouni, a donné des instructions strictes pour accélérer la cadence de réalisation des différents projets de logement location-vente au niveau national et coordonner avec les différents intervenants, notamment la Sonelgaz, en vue de livrer les logements dans les délais impartis.

Selon un communiqué de l'AADL, ces instructions ont été données lors des visites effectuées, samedi, par le DG de l'Agence dans plusieurs wilayas, et ce, en exécution des orientations du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

Le DG de l'AADL a inspecté les chantiers des logements location-vente dans les wilayas de Mostaganem et d'Oran.

Accompagné du directeur régional d'Oran, il a inspecté les deux projets prêts aux sites des 1 200 logements de Mazagran (Mostaganem) et 1 200 logements de Seyada Lahchem (Mostaganem), dont les travaux ont été lancés fin 2020, précise le communiqué.

Après avoir constaté l'état d'avancement des travaux, M. Zitouni «a fermement instruit l'accélération de la cadence des travaux d'aménagement extérieur». Préconisant le travail en équipes, il a insisté sur l'impératif de veiller à la qualité de la réalisation et à la coordination avec les différents intervenants sur les deux chantiers.

Dans le même contexte, M. Zitouni a exhorté les chefs de chantier à «s'assurer de la qualité des logements et de signaler rapidement les réserves en vue de leur levée par les entreprises réalisatrices». Le premier res-

pensable de l'AADL s'est également enquis du déroulement des travaux sur le site des 3 665 logements AADL au pôle urbain Ahmed-Zabana à Messerghine (Oran), qui connaissent «une cadence appréciable».

Donnant des orientations pour l'accélération des travaux, il a appelé au renforcement des chantiers d'aménagement extérieur en main-d'œuvre et en augmentant les heures de travail.

Tout en faisant obligation à l'entreprise de réalisation chargée du réservoir d'eau de travailler en équipes, M. Zitouni a mis en avant l'impératif de coordonner avec la Sonelgaz en vue d'éviter tout retard.

A cet effet, l'entreprise de réalisation a signé un procès-verbal par lequel elle s'engage devant le DG à respecter les délais.

Par ailleurs, M. Zitouni a chargé le directeur adjoint chargé du suivi des projets, en compagnie

du directeur régional Annaba, de suivre les chantiers location-vente dans les wilayas de Annaba et de Guelma, et de veiller à l'application des instructions qu'il avait données lors de sa dernière visite aux chantiers AADL 837 logements, 2500/1026 logements, 2000 logements, 2200 logements, 2800 logements et 1000 logements.

Selon le communiqué de l'Agence, le DG de l'AADL a en outre effectué une visite dans la wilaya de Guelma, en compagnie du directeur régional, du directeur de l'habitat, de l'urbanisme et de l'architecture et d'un représentant des services des équipements publics, où il a inspecté le chantier des 1100 logements Ben Djerrah, le pôle urbain Hadjet El Mankoub ainsi que le site des 700 logements à Boucheggouf.

H. Y.

La hargne : la montée de l'extrême droite

Suite de la page une

Bien qu'inégale d'un Etat à l'autre, cette montée en puissance est déjà suffisamment affirmée pour changer la donne politique dans cette partie du monde. En France, en Italie, et ailleurs, la droitisation de l'opinion est d'ores et déjà quelque chose à la fois de manifeste et de déterminant. L'extrême droite d'aujourd'hui à un seul véritable ennemi : l'immigration, dans sa double espèce de légale et d'illégale d'ailleurs. Et un seul objectif : y mettre un terme. De même que celle d'hier n'en avait qu'un seul : les juifs. On sait le sort qu'elle leur a réservé là elle où elle a pu se saisir du pouvoir. Si l'extrême droite arrivait au pouvoir dans un pays comme la France, au reste un scénario à ce jour peu probable, ce ne serait pas pour la première fois dans l'histoire de ce pays, mais pour la deuxième. La première fois, elle a tué la France des origines. La deuxième fois, elle anéantirait la France invention des Britanniques au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Les dirigeants français le savent si bien qu'à choisir entre l'Etat d'exception ou laisser l'extrême droite victorieuse aux élections détruire à nouveau leur Etat, ils n'hésiteraient probablement pas, ils annuleraient les élections, quitte pour cela mettre fin à leur régime actuel. Ce qui est susceptible de sauver la France de son extrême droite, c'est en effet la leçon encore vivace du passé. Le déclin démographique des pays les plus riches donne le coup d'envoi au mouvement migratoire dans les pays pauvres, ce qui par contrecoup fait monter l'extrême droite européenne et américaine. Mais si aux Etats-Unis la poussée à droite a été contrebalancée par une poussée à gauche plus puissante qu'elle, ce qui a permis la victoire de Joe Biden sur Donald Trump à la dernière présidentielle, on ne voit encore rien de comparable en Europe. A la montée en puissance des courants fascistes, autrement dit anti-immigration, ne correspond pas dans ce continent en général une mobilisation symétrique s'affirmant à la gauche des échiquiers politiques. On appelle fascisation, ou procès de fascisation, un déséquilibre croissant entre forces de la réaction et celles du progrès en faveur des premières. Les fascistes européens d'aujourd'hui sont tous ceux qui croient que le dessin véritable des immigrés est à terme de prendre leur place, et cela par le seul mécanisme d'une natalité supérieure. Pour empêcher que se produise ce que leurs idéologues ont appelé le grand remplacement, soyons assurés qu'ils seront capables de tous les excès et de tous les crimes. Et pour cause, ils se sentent menacés à la fois dans leur identité et dans leur existence politique.

M. H.

Tizi Ouzou/Université

«L'industrie agroalimentaire en Algérie, potentialités et défis» en débat

■ Les initiateurs de la rencontre se fixent comme objectif principal de «faire ressortir le poids de cette activité dans le tissu économique, d'une part, et de son interface avec le secteur agricole, d'autre part».

Par Hamid M.

L'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou abritera les 27 et 28 octobre courant

Diplomatie

Sofiane Mimouni agréé comme nouvel ambassadeur d'Algérie en Turquie

Le gouvernement turc a donné son agrément à la nomination de M. Sofiane Mimouni, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République de Turquie, indique, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Smail Allaoua agréé comme nouvel ambassadeur d'Algérie en Allemagne

Le gouvernement allemand a donné son agrément à la nomination de M. Smail Allaoua, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République fédérale d'Allemagne, indique, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

K. L.

Conseil des ministres arabes de l'Habitat Belaribi participe mercredi en Egypte aux travaux du bureau exécutif

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, participera mercredi et jeudi prochains en Egypte aux travaux du bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de l'Habitat et de l'Urbanisme, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. «Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, participera aux travaux du bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de l'Habitat et de l'Urbanisme, prévu en Egypte les mercredi 13 et jeudi 14 octobre 2021». A noter que le siège du secrétariat général de la Ligue arabe abrite aujourd'hui, en présentiel, les travaux de la 67^e réunion du Comité technique et scientifique consultatif du Conseil des ministres arabes de l'Habitat et de l'Urbanisme, sous la présidence de la Tunisie, pour préparer les travaux de la 86^e réunion du bureau exécutif dudit Conseil, sous la présidence des Emirats arabes unis.

O. N.

un séminaire national autour de la thématique «L'industrie agroalimentaire en Algérie, potentialités et défis», à l'initiative d'une équipe de recherche sur «les entreprises de la branche agro-industrie : entre impératifs du marché national et défis de l'exportation». La rencontre scientifique compte aborder plusieurs axes en relation avec l'industrie agroalimentaire, à savoir «activités agroalimentaires en Algérie : état des lieux et perspectives», «sécurité alimentaire et réduction des importations de produits alimentaires», «importance de l'interface industrie agroalimentaire et agriculture», «impact de la crise sanitaire sur l'activité agroalimentaire», «ancrage territorial de l'activité agroalimentaire», «l'entrepreneuriat dans l'industrie

agroalimentaire». Les initiateurs de la rencontre se fixent comme objectif principal de «faire ressortir le poids de cette activité dans le tissu économique, d'une part, et de son interface avec le secteur agricole, d'autre part». L'équipe de recherches affirme avoir dénombré plusieurs milliers d'entreprises agroalimentaires en Algérie, de tailles très différentes et qui opèrent dans des secteurs très divers. Ils estiment que «le développement de l'industrie agroalimentaire revêt alors une dimension stratégique et il faudra initier le plus grand nombre de projets possibles pour, d'une part, faire de la substitution aux importations, et d'autre part, arriver à assurer la sécurité alimentaire».

H. M.



Immobilier

Le prix moyen de cession estimé à 86 000 DA/m² au 2^e trimestre

Le prix de cession moyen du mètre carré (m²) au niveau national durant le deuxième trimestre 2021 est estimé à 86 000 dinars, selon une étude réalisée par la Caisse nationale du logement (CNL). Le prix de cession moyen d'un logement collectif de 83 m² est de 7,1 millions de dinars, durant la période avril-juin 2021, selon les nouvelles données de la «Mercuriale des prix immobiliers», publiée dans le dernier numéro de la revue «Bâtisseurs.dz».

D'après le même indice, le prix de cession moyen du mètre carré a affiché une légère baisse comparativement au quatrième trimestre 2020 (89 000 dinars/m²).

D'une manière générale, les prix moyens annoncés à la vente d'un logement collectif de 83 m² se situent entre un minimum de 38 000 dinars/m² et un maximum de 195 000 dinars/m², précise la CNL.

Concernant les maisons individuelles, le prix moyen national de cession s'élève à 21,5 millions de dinars (contre

19 millions de dinars au quatrième trimestre 2020). Les prix varient entre un minimum de 4,2 millions de dinars et un maximum de 35 millions de dinars. S'agissant de la location, la moyenne nationale du prix de location d'un logement collectif de 82 m², enregistrée durant le deuxième trimestre 2021, est de 25 000 dinars/mois (contre 26 000 dinars/mois au quatrième trimestre 2020). Les loyers se situent entre un minimum de 15 000 dinars/mois et un maximum de 53 000 dinars/mois.

Le prix moyen de location des maisons individuelles est de 37 800 dinars/mois (contre 36 000 dinars/mois au quatrième trimestre 2020), variant entre un prix minimum de 14 000 dinars/mois et un maximum de 65 000 dinars/mois.

Les wilayas affichant les prix de l'immobilier les plus élevés sont les régions du nord du pays, notamment côtières. «Cependant, ces prix suivent une tendance baissière de plus en plus qu'on se dirige vers le Sud», note encore la CNL.

Le prix moyen par mètre

carré des logements collectifs dans les grandes wilayas, à l'instar de la capitale Alger, Oran et Annaba, représente environ deux fois le prix moyen annoncé au niveau national, selon l'indice.

Le prix de cession à Alger baisse à 194 000 dinars/m²

Ainsi, le prix de cession moyen du mètre carré (m²) au niveau de la wilaya d'Alger durant le deuxième trimestre 2021 est estimé à 194 000 dinars. Il était de l'ordre de 200 278 dinars au quatrième trimestre 2020, selon la même source.

Le prix de cession moyen d'un logement collectif au niveau de la capitale se situe autour de 16,17 millions de dinars pour une surface moyenne de 84 m², alors que pour les maisons individuelles, le prix moyen de cession est estimé à 46,27 millions de dinars.

Concernant la location des logements collectifs à Alger au cours du deuxième trimestre

2021, le prix moyen s'élève à 49 242 dinars soit 600 dinars par mètre carré (contre 626 dinars au quatrième trimestre 2020).

«Si ces niveaux de loyer dans ces zones atteignent deux fois le loyer moyen au niveau national, ils atteignent en revanche quatre fois le loyer moyen le moins cher enregistré durant le deuxième trimestre 2021 au niveau de la wilaya de Tissemsilt (15 000 dinars/mois)», souligne la même source.

S'agissant des autres régions du pays, le prix moyen de cession du mètre carré dans la wilaya d'Oran est estimé à 138 534 dinars et à 132 781 dinars dans la wilaya de Annaba. Dans la wilaya de Béjaïa, ce prix est estimé à 126 262 dinars/m², alors qu'au niveau de la wilaya de Boumerdès il est évalué à 123 234 dinars/m².

Par ailleurs, le loyer moyen est de 582 dinars/m² pour Oran, 450 dinars/m² pour Annaba, 417 dinars/m² à Bejaïa, suivie de très près par la wilaya de Boumerdès avec 416 dinars/m², détaille la CNL.

Hatem N.

Défense

Chanegriha en visite officielle en République de Serbie

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle à partir de dimanche en République de Serbie, pour prendre part à la 10^{ème} édition de l'Exposition Internationale d'Armement «Partner- 2021», indique un com-

muniqué du ministère de la Défense nationale. «En qualité de représentant de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale et sur invitation de Monsieur le Ministre de la Défense de la République de Serbie, Monsieur le Général de Corps d'Armée

Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle, à partir d'aujourd'hui 10 octobre 2021, en République de Serbie, pour prendre part à la 10^{ème} édition de l'Exposition Internationale d'Armement «Partner- 2021», qui sera organisée à Belgrade du 11 au 13

octobre 2021», précise le communiqué du MDN. «Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces Armées serbes, permettra aux deux parties d'examiner les questions d'intérêt commun», ajoute la même source.

R. N.

Algérie-Turquie

Sonatrach : 3 contrats pour développer le projet de production du polypropylène

■ Le Groupe Sonatrach et la société turque «Renaissance» ont signé trois contrats pour le développement du projet pétrochimique de production de polypropylène dans la ville de Ceyhan (Turquie), en présence du président turc, Recep Tayyip Erdogan, a indiqué, samedi, un communiqué de Sonatrach.



Par Salem K.

«**L**e P-DG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a participé à la cérémonie de signature de trois contrats pour le développement du projet pétrochimique de production de polypropylène dans la ville de Ceyhan», a précisé le communiqué.

Le premier contrat concerne la réalisation du projet EPCC (ingénierie, équipement, construction, mise en service) dans toutes ses étapes.

Le second contrat concerne les travaux de maintenance périodiques des matériels et équipements, alors que le troisième est dédié aux services de vente et commercialisation, a ajouté Sonatrach dans son

document. «La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du président turc, Recep Tayyip Erdogan, des ministres turcs de l'Industrie et des Transports, des directeurs exécutifs de la société turque Renaissance, partenaire de Sonatrach, ainsi que des représentants des parties signataires et de l'ambassade d'Algérie en Turquie», a fait savoir Sonatrach.

La signature de ces contrats, fruit de deux années de travail et de négociations continues, a mis en avant le Groupe, constitue une importante étape dans le processus de recherche de financement international de ce projet stratégique.

A rappeler que Sonatrach, qui détient 34 %, de ce projet en assure la matière première, à savoir le propane, en vertu d'un contrat à long terme en adoptant les prix en vigueur sur les marchés mondiaux.

S. K.

FMI/BM

Nouvelle réunion du FMI au sujet de Kristalina Georgieva

Le conseil d'administration du FMI a rencontré dimanche des représentants du cabinet d'avocats WilmerHale, responsable d'une enquête ayant mis en cause la directrice générale de l'institution, Kristalina Georgieva, a-t-on indiqué, samedi, de source proche du dossier.

Le conseil souhaite en effet obtenir des précisions sur cette enquête, «avec l'idée de parvenir à une conclusion très bientôt sur le maintien ou non de Mme Georgieva à sa tête», avait indiqué, vendredi, un porte-parole du Fonds monétaire international (FMI).

Le conseil d'administration s'est déjà réuni à trois reprises cette semaine, mercredi, vendredi puis samedi, pour évoquer la

situation de sa directrice générale, accusée d'avoir manipulé des données d'un rapport en faveur de la Chine quand elle était directrice générale de la Banque mondiale.

Elle a reçu le soutien de la France, et plus largement des pays membres européens, avait indiqué, vendredi, une source proche du dossier sous couvert d'anonymat.

En revanche, les Etats-Unis, membre crucial du FMI, n'ont pour l'instant pas laissé filtrer leur position et semblaient réticents à donner leur accord, selon deux sources proches du dossier.

Le temps presse alors que le FMI et la Banque mondiale entament aujourd'hui leurs réunions d'automne.

M^{me} Georgieva, 68 ans, est sur la sellette depuis la publication, mi-septembre, des conclusions d'une enquête du cabinet d'avocats WilmerHale, menée à la demande du comité d'éthique de la Banque mondiale.

Cette enquête a pointé des irrégularités dans la rédaction des éditions 2018 et 2020 du rapport «Doing Business» de la Banque mondiale. Et, ses auteurs ont accusé Kristalina Georgieva d'avoir fait pression sur ses équipes quand elle était directrice générale de la Banque mondiale pour que la Chine obtienne un classement plus favorable.

M^{me} Georgieva, d'origine bulgare et économiste de formation, nie en bloc les faits reprochés.

Mercredi, devant le conseil

d'administration, elle a déploré «des inexactitudes et hypothèses erronées formulées par les auteurs du rapport».

Le rapport «Doing Business», dont la publication avait été immédiatement suspendue après les révélations, passait au crible le cadre réglementaire des pays pour savoir quels sont ceux qui sont les plus favorables au lancement d'entreprises.

Il a fait l'objet de nombreuses polémiques, ayant conduit à la démission du chef économiste de la Banque mondiale, Paul Romer.

M^{me} Georgieva a pris la tête du Fonds le 1^{er} octobre 2019, succédant à Christine Lagarde, nommée à la Banque centrale européenne (BCE).

S. K.

Irlande du Nord

Londres accentue la pression avant les propositions de l'UE

Le gouvernement britannique intensifie sa pression sur Bruxelles et exige des «changements importants» dans le protocole qui régit les dispositions douanières post-Brexit spécifiques à l'Irlande du Nord, avant une réponse cruciale des Européens attendue la semaine prochaine.

Le secrétaire d'Etat britannique chargé du Brexit, David Frost, compte, lors d'un discours aujourd'hui à Lisbonne, presser de nouveau les 27 de faire preuve d'«ambition et de volonté», selon un communiqué diffusé samedi soir par Downing Street.

Destiné à empêcher le retour d'une frontière sur l'île d'Irlande risquant de fragiliser la paix, le protocole nord-irlandais signé avec l'accord de Brexit introduit des contrôles sur les marchan-

dises arrivant dans la province britannique en provenance de Grande-Bretagne.

Mais il est tenu pour responsable de difficultés d'approvisionnement et est accusé de créer une frontière en mer d'Irlande. La colère autour du texte a également alimenté des violences au printemps, qui ont ravivé le spectre des trois décennies de conflit qui ont fait 3 500 morts jusqu'à l'accord de paix en 1998. David Frost «s'engagera à étudier avec attention et aussi positivement que possible» la réponse européenne aux propositions britanniques, attendue mercredi, et à entamer des «discussions intensives très bientôt», selon Downing Street.

Il soulignera également que «des discussions sans fin ne sont pas une option», pour répéter

que faute de solution rapide, Londres n'hésiterait pas à suspendre le protocole en activant son article 16, qui permet de passer outre certaines dispositions de l'accord en cas de «graves difficultés économiques, sociales ou environnementales».

Selon la presse britannique, qui salue là une victoire du gouvernement de Boris Johnson, l'UE s'apprête à proposer une solution pour mettre fin à la «guerre des saucisses», en prévoyant des exemptions à l'interdiction – pour l'heure reportée – en Irlande du Nord de viande non-surgelée en provenance de Grande-Bretagne pour les produits liés à l'«identité nationale».

Mais selon le communiqué de Downing Street, toute solution doit «aller bien plus loin que la

question des saucisses» et s'attacher aux «fondamentaux», comme le rôle de la Cour européenne de justice (CJUE) pour faire appliquer les lois du marché unique européen qui s'appliquent en Irlande du Nord.

Selon les extraits du discours de David Frost, «sans nouveaux arrangements dans ce domaine, le protocole n'aura jamais le soutien dont il a besoin pour survivre». Une telle revendication risque immanquablement de se heurter au refus de Bruxelles, qui s'est toujours déclarée ouverte à des négociations sur l'application du protocole, mais pas à la renégociation du texte lui-même.

Selon une source gouvernementale britannique, «la vraie question est de savoir si l'UE est prête face à l'ampleur des changements nécessaires». R. E.

Taxation des multinationales «Avancée majeure pour la justice fiscale», selon Macron

Le Président français Emmanuel Macron s'est félicité samedi de l'accord «historique» des 136 pays pour imposer une taxation minimale à 15 % sur les multinationales, «une avancée majeure pour la justice fiscale».

«Depuis 4 ans, nous œuvrons pour une juste taxation des multinationales et des géants du numérique. L'accord fiscal trouvé à l'OCDE est historique. Toute entreprise multinationale devra payer au minimum 15 % d'impôt. C'est une avancée majeure pour la justice fiscale», a tweeté le président français, au lendemain de l'annonce de cet accord par l'OCDE, après les ralliements de l'Irlande, l'Estonie et de la Hongrie.

Ces 136 pays, qui représentent 90 % du PIB mondial, vont pouvoir dégager environ 150 milliards d'euros de recettes supplémentaires grâce à cet impôt minimum à partir de 2023.

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, a déjà indiqué vouloir traduire cet accord en acte juridique lors de la présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022.

Des ONG et certains économistes l'ont cependant jugé insuffisamment ambitieux, et porteur d'inégalités entre pays riches et en développement.

D'après Oxfam, les pays les plus pauvres récupéreront moins de 3 % des recettes fiscales supplémentaires. May N.

Annaba

Déstockage de 300 tonnes de pomme de terre pour réguler les prix

■ Pas moins de 300 tonnes de pomme de terre seront déstockées à Annaba en vue de réguler le prix de ce produit alimentaire de large consommation et lutter contre toute tentative de spéculation, conformément aux directives du wali, Djamel Eddine Brimi, en inspectant, samedi, les chambres froides à travers la wilaya.

Par Samah N./APS

Cette quantité de pomme de terre est destinée à approvisionner les marchés au «début de la semaine prochaine», en fonction d'un calendrier devant être fixé en collaboration avec les responsables des chambres froides et les différents acteurs concernés, a souligné le wali au cours de l'inspection de la chambre froide de la commune de Ain Berda.

Le déstockage de cette quantité de pomme de terre est destiné à réguler son prix qui a dépassé les 100 DA le kilogramme sur le marché dans la ville d'Annaba, une augmentation qualifiée d'«inacceptable» par le wali s'agissant des familles aux faibles revenus. Parallèlement à l'approvisionnement quotidien et

régulier des marchés de la wilaya en pomme de terre, M. Brimi a insisté sur «l'importance de régler rapidement la problématique de la hausse des prix de cet aliment de large consommation».

Le wali a proposé, à ce titre, l'organisation d'une rencontre au niveau de la wilaya, regroupant les différents acteurs dont les producteurs, distributeurs et propriétaires des chambres froides, pour déterminer les mécanismes devant permettre de trouver une solution quant à la disponibilité et au prix de cet aliment de base.

S. N./APS



Sétif

Premières assises locales sur la révision du système national de santé

Les premières assises locales portant sur la révision du système national de santé ont été tenues samedi à Sétif.

Ces assises entrent dans le cadre de la stratégie du ministère de la Santé visant la révision du système national de santé en vue de le mettre en adéquation avec les aspirations du citoyen, a indiqué à l'APS le directeur local de la santé, Abdelhakim Dehane, en marge de cette rencontre, tenue à l'établissement privé de formation paramédicale Ibn Sina, dans la région El Bez.

Selon le même responsable, ces rencontres de concertation locale entre les acteurs du secteur seront suivies par des assises régionales puis nationales, prévues au cours du mois de novembre prochain à Alger,

en vue de réorganiser et réviser le système de santé conformément au programme de la tutelle.

La rencontre a regroupé 150 participants, dont des directeurs d'établissements hospitaliers, des présidents de conseils médicaux, des chefs de services du CHU Saâdna-Abdenour, des représentants de divers syndicats et associations du secteur pour discuter et enrichir la feuille de route émanant de la loi n° 18-11 de 2018 relative à la santé et proposer des idées nouvelles dans la perspective d'améliorer la prise en charge des malades.

La rencontre a été ouverte par une séance plénière suivie de 7 ateliers thématiques, portant notamment sur «La prévention, la promotion et la préservation de la santé», «La gouvernance des établissements de santé»,

«Les métiers et personnels de la santé», «La formation et la valorisation des ressources», «Le financement de l'activité des établissements de la santé», «Médicaments et équipements médicaux» et «L'organisation des traitements».

Selon le directeur local de la santé, les assises régionales relatives à la révision du système de santé regrouperont, dans les prochains jours à Sétif, les acteurs du secteur des wilayas de Constantine, Bordj Bou Arréridj, Béjaïa, Mila, Oum El Bouaghi, Batna et Sétif.

Pour rappel, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué, en septembre dernier, en réponse aux questions des députés à l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat du Plan d'ac-

tion du gouvernement, que l'objectif de ces assises nationales, engagées sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est de procéder à «un diagnostic précis de la situation sanitaire en Algérie pour aboutir à des solutions pratiques et applicables sur le terrain». Le Premier ministre a également relevé la volonté du gouvernement d'«engager, dans les plus brefs délais, une révision de l'ensemble du système de santé en procédant à une réforme profonde et globale, basée principalement sur la révision de la carte sanitaire, à travers l'adoption de nouvelles normes qui prennent en compte les besoins réels de chaque région, sur la base d'un diagnostic précis et des données objectives».

Hani T.

Sidi Bel-Abbès

Réalisation de six bureaux de poste et aménagement de 15 autres

Six bureaux de poste sont venus renforcer le secteur de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, alors que 15 autres ont été aménagés et ont bénéficié d'une opération d'extension, a-t-on appris, samedi, du directeur local de la poste et des télécommunications, Mohamed Djemai.

Dans un exposé sur la situation du secteur de la poste dans la wilaya durant les trois dernières années, M. Djemai a indiqué, à l'occasion de la Journée mondiale de la poste, célébrée le 9 octobre de chaque année, que six nouveaux bureaux de poste ont été réalisés, soit deux à Sidi Bel-Abbès et les autres dans les communes de Amarna, Telagh, Tessaia et Sidi Lahcen.

En outre, 15 bureaux de poste ont été aménagés dans différentes régions de la wilaya, a-t-il ajouté, annonçant le lancement d'une opération d'aménagement

de bureaux de poste à Ain El Berd, Sidi Bel-Abbès et Telmouny, afin d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens.

Le wali de Sidi Bel-Abbès, Mustapha Limani, a procédé, à l'occasion de la célébration de cette Journée mondiale organisée sous le slogan «innover, récupérer», à la réouverture d'un bureau de poste à hai «Emir Abdelkader», qui a été restauré et équipé et qui vient s'ajouter à l'ensemble des 99 bureaux de poste répartis sur la wilaya, en plus de 25 distributeurs automatiques.

Une exposition de timbres-poste a été organisée à l'occasion et une présentation a été faite sur les différentes structures ainsi que les équipements utilisés par le secteur pour améliorer ses prestations. Des visites de terrain au profit des élèves d'établissements scolaires ont été

organisées afin de les informer sur les différents services fournis par Algérie Poste.

La célébration de la Journée mondiale de la poste a également donné lieu à des réceptions en l'honneur des travailleurs et travailleuses du secteur, en reconnaissance des efforts fournis pour améliorer le travail.

Tissemsilt : lancement prochain de l'aménagement de 7 bureaux de poste

Le lancement des travaux d'aménagement et équipement des bureaux de poste de la wilaya de Tissemsilt est prévu avant la fin de l'année 2021, a-t-on appris, samedi, auprès de l'unité de wilaya de l'entreprise «Algérie Poste».

Le sous-directeur d'exploitation des services financiers et de

poste et de diversification, Lahcène Diimi, a indiqué à l'APS, en marge de la célébration de la Journée mondiale de la poste, fêtée le 9 octobre de chaque année, qu'il s'agit de bureaux de poste situés dans les communes de Maacem, Khemisti, Beni Bouchaïb, Youssofia et Tissemsilt (2 bureaux), ainsi que la localité Ain El Kerma rattachée au chef-lieu de la wilaya, dans le cadre du programme tracé par la Direction générale de «Algérie poste».

D'autre part, il est attendu la réception, avant la fin de l'année 2021, de deux bureaux de poste au niveau des communes de Lardjem et Layoune, en plus de la mise en service de la recette principale de Tissemsilt, pour laquelle la Direction générale a consacré une enveloppe financière de plus de 110 millions DA.

Younès H.

Djelfa Formation d'une cinquantaine de chasseurs pour l'obtention du permis de chasse

Une cinquantaine de chasseurs de la wilaya de Djelfa ont bénéficié dernièrement d'un stage de formation en vue d'obtenir une attestation d'habilitation nécessaire pour la délivrance d'un permis de chasse, a-t-on appris, samedi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya. Cette 6^e opération de formation du genre, abritée par l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé de Djelfa, a été axée sur différents sujets liés à la chasse, dont la reproduction du gibier et les moyens de protection de l'écosystème et de sauvegarde de la biodiversité, ont indiqué des responsables de la Conservation forestière. Cette opération de formation, lancée depuis 2018, et ayant profité, à ce jour, à 250 chasseurs de la wilaya, a pour objectif principal de «renforcer les capacités des chasseurs et d'actualiser et développer leurs connaissances en matière de gibier et d'organisation réglementaire de l'opération de chasse (période d'interdiction et d'ouverture de la chasse, animaux interdits de chasse et autres)», a indiqué Malika Benhadj, chargée du service de protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts de Djelfa.

Elle a assuré que cette formation, animée en coordination avec la Fédération nationale des chasseurs, «est primordiale pour l'obtention du permis de chasse».

Tahar B.

Conférence

Approfondir la réflexion sur l'Emir Abdelkader, sa pensée et ses valeurs

■ Les recherches et réflexions sur la pensée et les valeurs de l'Emir Abdelkader sont à approfondir et à multiplier, a déclaré l'historien et journaliste Amar Belkhodja, membre fondateur de la Fondation «Emir Abdelkader», lors d'une conférence organisée samedi à Dar Abdelatif (Alger).



Par Abia Selles

Lors de cette conférence qui avait comme thème «Emir Abdelkader... avec des ennemis et amis», Belkhodja a insisté sur l'impératif d'étudier tous les aspects liés à ce personnage d'exception et d'approfondir la réflexion sur sa pensée, sa culture,

ses aspects spirituels et religieux et sa lutte contre le colonisateur. L'intervenant a précisé, dans ce sens, que c'est la culture et la pensée de ce grand homme qui ont fait que l'Etat algérien moderne existe aujourd'hui, précisant que la culture est un facteur majeur pour fonder un pays et assurer son épanouissement. D'ailleurs, la première

arme de cet homme qui a fondé l'Etat moderne algérien était la pensée et la culture avant de passer aux batailles.

Le conférencier est revenu, dans le même sillage d'idées, sur les batailles livrées par l'Emir Abdelkader contre le colonisateur français, alors qu'il avait à peine vingt ans, la période de son emprisonnement et d'exil

ainsi que les souffrances qu'il a endurées avant de s'installer en Syrie.

Il a tenu à rappeler les positions humanitaires de cet Homme qui bannissait la violence et était clément envers les prisonniers de l'Armée française.

Les valeurs et les qualités de l'Emir Abdelkader lui ont valu la reconnaissance des généraux français, a-t-il dit, citant des positions humanitaires ayant suscité l'admiration de ses ennemis.

La conférence a été suivie d'un riche débat qui a permis aux participants de formuler des propositions, notamment la préservation des réalisations de l'Emir, tant intellectuelles que matérielles, ainsi que la réalisation d'ouvrages historiques, de films cinématographiques et documentaires sur ce personnage.

Les intervenants ont appelé, entre autres, à encourager la recherche scientifique universitaire et à organiser des rencontres sur l'Emir Abdelkader.

Il est à noter que Amar Belkhodja compte à son actif

plus d'une trentaine d'ouvrages dont «Massacres du 8 mai 1945» et «Barbarie coloniale en Afrique».

A. S.

Prochain film de Nolan Cillian Murphy jouera Oppenheimer

Le film sera, sans aucun doute, très attendu. La star de «Peaky Blinders», l'acteur Cillian Murphy, incarnera le rôle du physicien américain J. Robert Oppenheimer, régulièrement surnommé le «père de la bombe atomique», dans le prochain film de Christopher Nolan. Ce sont les studios Universal qui produiront le film «Oppenheimer». Un blockbuster à 100 millions de dollars, dont le groupe a acquis les droits après une compétition sans merci avec Paramount, Sony et Warner Bros. Le film devrait arriver dans les salles obscures américaines le 21 juillet 2023. Pour ce film, Christopher Nolan retrouvera plusieurs collaborateurs avec qui il a travaillé : le directeur de la photographie Hoyte Van Hoytema («Tenet», «Dunkerque», «Interstellar»), l'éditeur Jennifer Lame («Tenet») ou encore le compositeur Ludwig Göransson («Tenet»). Le film, écrit par Nolan et produit par Emma Thomas Charles Roven et Christopher Nolan lui-même, est une adaptation du livre de Kai Bird et Martin J. Sherwin : «American Prometheus: The Triumph and Tragedy of J. Robert Oppenheimer». Bien que J. Robert Oppenheimer ait joué un rôle-clé dans la création des armes atomiques, il s'est beaucoup interrogé sur leur dangerosité. «Il a fait pression pour le contrôle international de l'énergie nucléaire et s'est opposé à la création de la bombe à hydrogène, encore plus destructrice».

R. I.

Saison culturelle à Bordj Bou-Arréridj

Diverses activités en ouverture

Une nouvelle saison culturelle s'est ouverte samedi au niveau de la bibliothèque principale de la lecture publique de Bordj Bou-Arréridj, avec l'organisation d'activités culturelles diverses.

Le programme, concocté à l'occasion de cette manifestation culturelle devant durer une semaine, comprend l'organisation d'une exposition de livres de littérature, notamment avec la participation de plusieurs maisons d'édition, a souligné Abderazak Boukeba, président de l'association culturelle

«Fassila», organisatrice de la manifestation.

Une vente-dédicace d'écrivains et de romanciers comme Djamel Foughali, Mohamed Boutaghane, Smail Yebri et Brahim Tazghart qui présentera son livre en tamazight sur la vie du Prophète Mohamed (QSSSL), est également au programme, selon M. Boukeba.

Une exposition de dessins, de photographies et autres ateliers d'art plastique et de musique seront également organisés à l'occasion, a souligné la même source, faisant état du lancement d'un bibliobus au niveau de la

gare routière du chef-lieu de wilaya, en plus de l'ouverture d'une bibliothèque au sein du service d'oncologie de l'hôpital Lakhdar-Bouzi qui portera le nom du premier médecin de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, D' Aissa Bensalem.

Le programme comprend également la présentation de courts-métrages comme le film «Massouri» de Ahmed Tounsi qui a décroché le prix d'El Djazira El Wathaikia de l'année en cours, en plus de pièces théâtrales, de la poésie et une plantation d'arbustes à la mémoire d'intellectuels et d'artistes décédés.

Les lauréats de différentes manifestations culturelles, comme le lauréat du Prix Hocine-El-Ourtilani de littérature de voyage, Abdelghani Daoud et les trois lauréats du prix Amar-Belachène de la créativité Chahrazed Dous, Tahar Boughedir et Youcef Izrarène, seront honorés à cette occasion.

La même source a indiqué que toutes ces activités, organisées en collaboration avec le secteur de la Culture de Bordj Bou-Arréridj, auront lieu à la bibliothèque principale de lecture publique sur la route d'El Anasser.

F. H.

Agend'Art

Salle Al Djazair et ambassade de la République de Corée
Du 17 au 28 octobre :

L'ambassade de la République de Corée annonce la tenue de la 6^e édition de la Semaine culturelle coréenne à Alger. Cette édition mettra la lumière sur la diversité et la richesse culturelle de ce pays ami.

Institut culturel français d'Alger

16, 17 et 18 octobre :

Un cycle filmique dédié à Thomas Vinterberg.

Institut culturel d'Oran Jusqu'au 14 octobre :

M'Hammed Bouheddad, artiste peintre, graveur et sculpteur, anime une masterclass de sculpture.

Pour promouvoir la langue amazighe

Plusieurs activités programmées avant la fin de l'année

Le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) organise plusieurs activités pour promouvoir la langue amazighe et toutes ses diversités linguistiques avant la fin de l'année en cours, a annoncé, samedi, son secrétaire général, Si El Hachemi Assad.

Il s'agit, selon M. Assad qui a animé une conférence de presse au siège du quotidien «El-Moudjahid», du Colloque national sur le livre amazigh, du Colloque national sur la carte linguistique amazighe en Algérie, et la cérémonie de remise du 2^e Prix du président de la République de littérature et langue amazighe. Concernant le Colloque national sur le livre amazigh, M. Assad a indiqué qu'il sera organisé du 11 au 14 octobre à l'université Abderrahman-Mira à Béjaïa, auquel prendront part plus de cent spécialistes et chercheurs dans le domaine de la langue et de la culture amazighe. Des livres seront

présentés dans 37 pavillons. Quant au Colloque national sur la carte linguistique amazighe en Algérie, M. Assad a expliqué que «ses travaux se dérouleront du 23 au 25 octobre à Adrar, avec la participation de 29 conférenciers issus des plus importantes universités algériennes». Il a précisé que ce colloque, organisé en partenariat avec l'Académie africaine des langues (Acalan), abordera plusieurs axes dont «la diversité de la carte linguistique amazighe», «les efforts de l'Etat pour développer un cadre juridique pour la promotion de la langue amazighe», «les approches cognitives de l'étude des variables linguistiques en Algérie» et «la réalité et les perspectives de la diversité linguistique en Algérie».

Quant à la deuxième édition du Prix du président de la République de littérature et de langue amazighe, institué en vertu du

décret présidentiel du 19 août 2020, M. Assad a indiqué que la cérémonie de distinction «coïncidera cette année avec la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer) prévue à la capitale du Hoggar, Tamanrasset».

Evoquant la situation du livre amazigh, le SG du HCA a affirmé l'importance pour les maisons d'édition publiques et privées d'accorder «davantage d'intérêt» à ce livre, annonçant que le HCA a publié cette année «27 nouveaux titres devant participer au Salon international du livre (Sila)».

Concernant l'enseignement de tamazight, M. Assad a préconisé «la création d'une commission conjointe entre le HCA et le ministère de l'Education nationale pour la prise en charge de certains problèmes pédagogiques rencontrés dans l'enseignement de tamazight au niveau des établissements éducatifs».

M. K.



Taiwan

La Présidente affirme qu'elle ne cédera pas aux pressions de la Chine

■ Taiwan ne cédera pas aux pressions de la Chine et défendra son système démocratique, a assuré, hier, la Présidente Tsai Ing-wen, après un nombre record d'incursions d'avions militaires chinois près de l'île ces derniers jours.

Par Mourad M.

Les 23 millions d'habitants de Taïwan vivent sous la menace constante d'une invasion de la Chine, qui considère ce territoire comme une de ses provinces. Pékin menace de recourir à la force au cas où l'île proclamerait formellement son indépendance.

«Plus nous réalisons de choses, plus la pression exercée par la Chine est forte», a déclaré M^{me} Tsai dans un discours prononcé à l'occasion de la fête nationale de Taïwan.

«Personne ne peut forcer Taïwan à emprunter la voie que la Chine a tracée pour nous», a soutenu la présidente, affirmant que l'île est «en première ligne pour défendre la démocratie».

«Nous espérons un assouplissement des (...) relations (avec Pékin) et n'agissons pas de manière irréflective, mais il ne faut absolument pas imaginer que le peuple taïwanais cédera aux pressions», a-t-elle ajouté.

Taïwan, qui jouit d'un système démocratique, est dirigée par un pouvoir qui lui est propre depuis la victoire des communistes sur le Continent en 1949.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président chinois Xi Jinping, les tensions sont à leur plus haut

niveau depuis quatre décennies.

Toute communication officielle avec Taipei a été rompue depuis l'élection en 2016 de M^{me} Tsai, Pékin intensifiant la pression économique, diplomatique et militaire sur le territoire.

Récemment, les avions militaires chinois ont multiplié les incursions dans la zone d'identification de défense aérienne (Adiz) de l'île.

Un record de 150 appareils militaires chinois, dont des bombardiers H-6 à capacité nucléaire, ont fait des incursions dans l'Adiz dans les jours précédant et suivant le 1^{er} octobre, date de la fête nationale en Chine.

Samedi, M. Xi a promis de «réaliser la réunification de la patrie par des moyens pacifiques», affirmant que c'est «dans l'intérêt général de la nation chinoise, y compris des compatriotes de Taïwan».

S'il s'est dit en faveur d'une «réunification pacifique», ces propos interviennent après des mois de menaces militaires croissantes, notamment des incursions aériennes et d'importantes manœuvres militaires destinées à simuler une invasion.

Depuis le début de l'année, plus de 600 avions des forces aériennes chinoises ont été détectés dans l'Adiz de Taïwan. En 2020, 380 avions avaient été



PH: D. R.

détectés. L'Adiz est un espace aérien dans lequel un État souhaite identifier et localiser les aéronefs pour des raisons de sécurité nationale.

M^{me} Tsai est honnie par Pékin, car elle considère Taïwan comme un pays «déjà indépendant», et rejette le principe d'«une seule Chine».

Elle n'a cependant rien fait pour proclamer officiellement l'indépendance de l'île, ce qui, aux yeux de Pékin, est la «ligne rouge» à ne pas franchir.

Elle a proposé des pourparlers avec Pékin, qui les a rejetés. La présidente a réitéré hier son appel à un dialogue «d'égal à égal» avec la Chine et s'est dite favorable au maintien du statu

quo actuel entre les deux voisins. Elle a toutefois averti que tout ce qui pourrait arriver à Taïwan aurait des conséquences régionales et mondiales majeures. Les sondages montrent que la grande majorité des Taïwanais n'ont aucune envie d'être dirigés par Pékin.

La plupart sont favorables au maintien du statu quo, bien qu'il existe un sentiment nationaliste taïwanais croissant, en particulier chez les jeunes.

La mainmise grandissante de Pékin sur le territoire de Hong Kong qui, pour Pékin, est un modèle de la façon dont la Chine entend gouverner Taïwan, ne rassure pas les habitants sur le fait que leur mode de vie resterait

inchangé sous le régime du parti communiste. «En tant que Taïwanais, je ne pense pas que nous puissions accepter (la réunification), il suffit de regarder ce qui s'est passé à Hong Kong», a affirmé à l'AFP Hung Chen-lun, venu avec ses deux enfants assister hier aux célébrations de la fête nationale. Chan Yun-ching, un autre spectateur, a estimé que de nombreux Taïwanais se sentent impuissants.

«La réunification maintenant n'est pas appropriée. Mais nous ne sommes pas en mesure de déclarer l'indépendance car la communauté internationale ne nous reconnaîtra pas. C'est inutile», a-t-il déploré.

M. M.



Commentaire

Enrichissement

Par Fouzia Mahmoudi

Il se passe rarement une semaine désormais sans que l'Iran ne fasse des annonces concernant son programme nucléaire qui semble aller bon train, malgré les multiples mesures coercitives prises par l'Occident pour éviter son avancement. Et le blocage des négociations pour un retour des États-Unis dans l'Accord sur le nucléaire iranien ne fait que compliquer la situation. Téhéran a ainsi franchi un nouveau seuil en augmentant à plus de 120 kg son stock d'uranium enrichi à 20 %, a annoncé, en ce début de semaine, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique. «Nous avons dépassé les 120 kg. Nous avons plus que ce chiffre. Notre peuple sait bien qu'ils (les Occidentaux) étaient censés nous donner le combustible enrichi à 20 % pour utiliser dans le réacteur de Téhéran, mais ils ne l'ont pas fait», a déclaré Mohammad Eslami à la télévision d'État. «Si nos collègues ne le produisaient pas, nous aurions naturellement des problèmes avec le manque de combustible pour le réacteur de Téhéran», a-t-il ajouté. Selon les estimations de fin août, Téhéran avait porté à 84,3 kg son stock d'uranium enrichi à 20 %, un niveau qui lui permet en théorie de produire des isotopes médicaux, utilisés notamment dans le diagnostic de certains cancers. Puis en avril, la République islamique a franchi le seuil inédit de 60 % et en a produit depuis 10 kg, se rapprochant des 90 % nécessaires à la confection d'une bombe. Conclu en 2015 entre l'Iran, d'une part, et les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie, la France et l'Allemagne, d'autre part, l'accord offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions internationales en échange d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous le strict contrôle de l'ONU. Mais après le retrait unilatéral des Américains de l'accord en 2018 sous la présidence de Donald Trump, Téhéran a progressivement abandonné ses engagements. Les États-Unis ont en retour imposé des sanctions. Ceux qui espéraient naïvement que Joe Biden sitôt arrivé à la Maison-Blanche allait régler le dossier iranien, se sont ainsi bercés d'illusions et l'on voit bien aujourd'hui que la diplomatie américaine rechigne, presque autant que la diplomatie iranienne, à faire le moindre effort pour faciliter une coopération entre les deux nations ennemies depuis plus de quarante ans.

F. M.

Yémen

Attentat contre un convoi officiel, au moins 5 morts

At au moins cinq personnes ont péri hier, dans un attentat à la voiture piégée dans le sud du Yémen contre un convoi de responsables gouvernementaux sortis indemnes, dernière attaque en date dans le pays en guerre.

Selon des sources de sécurité, le gouverneur d'Aden, Ahmed Lamlas, le ministre de l'Agriculture, Salem al-Socotri, et un troisième responsable dont l'identité n'a pas été précisée dans l'immédiat, étaient à bord du convoi qui roulait à Aden.

Cette ville est la capitale provisoire du pouvoir yéménite en guerre contre les rebelles Houthis depuis 2014. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Il a fait cinq morts et 11 blessés, selon un bilan provisoire des sources de sécurité.

«La voiture piégée a explosé rue Al-Moualla au passage du convoi de responsables, dont le gouverneur d'Aden, le ministre de l'Agriculture, ainsi qu'un autre responsable», a indiqué l'une des sources à l'AFP.

Le ministre de l'Agriculture est membre du Conseil de transition

du Sud (séparatistes, STC) qui participe au gouvernement d'union avec le gouvernement reconnu par la communauté internationale. Ce gouvernement a son siège à Aden.

Le Yémen du Sud était un État indépendant jusqu'à la réunification en 1990. Il existe toujours dans le Sud un fort sentiment contre les Yéménites originaires du Nord, accusés d'avoir imposé par la force l'unification du pays.

Après l'attentat, le gouvernement a appelé à une enquête.

Plusieurs attaques antigouvernementales ont été attribuées aux rebelles Houthis ces dernières années. D'autres ont été revendiquées par des groupes jihadistes.

En décembre 2020, une attaque meurtrière avait secoué l'aéroport d'Aden, peu après l'atterrissage des membres du nouveau gouvernement d'union, faisant au moins 26 morts et plus de 50 blessés.

Le pouvoir avait alors accusé les Houthis. Et plusieurs mois plus tard, un rapport de l'ONU avait pointé du doigt les Houthis, indiquant que l'attaque contre

l'aéroport d'Aden avait été réalisée avec des missiles semblables à ceux des rebelles Houthis et avaient été tirés à partir de lieux sous leur contrôle.

Dans la guerre au Yémen, le pouvoir est soutenu militairement par une coalition menée par l'Arabie saoudite, pays voisin du Yémen. Les Houthis ont le soutien politique de l'Iran chiite, rival régional du royaume saoudien sunnite.

Les Houthis ont conquis une grande partie du nord du pays, dont la capitale Sanaa.

La guerre du Yémen a provoqué la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU, qui met souvent en garde contre un risque de famine à grande échelle.

D'après les organisations internationales, des dizaines de milliers de personnes ont péri dans le conflit et des millions ont été déplacés.

L'attentat d'Aden s'est produit alors que l'émissaire des États-Unis pour le Yémen, Tim Lenderking, a lancé une nouvelle tentative de mettre fin à la guerre dans ce pays avec une tournée régionale incluant l'Arabie saoudite.



France 6- Algérie (U18) 0 en amical Lourde défaite des jeunes «Verts»

La sélection algérienne de football des moins de 18 ans s'est lourdement inclinée face à son homologue française (6-0), en match amical de préparation, disputé samedi au Centre technique Fernand-Sastre de Clairefontaine (France).

Les jeunes «Verts» ont été déstabilisés d'entrée de jeu, avec l'ouverture du score des «Bleuets» dès la sixième minute de jeu grâce à Wakis Koré.

Les poulains du coach Mourad Slatni ont encaissé deux autres buts dans la foulée, sur balles arrêtées. Le premier par toujours Wakis Koré, après une belle passe de Badredine Bouanani (31'), et le second par Mathys Tel (43'), également sur un bon service du très actif Bouanani.

Les «Verts» ont été réduits à dix juste avant la pause, suite à

l'expulsion de Noham Abdellaoui (45'), ce qui a eu pour effet de compliquer davantage leur situation, face à un adversaire aussi entreprenant.

La domination des Français s'est matérialisée par trois autres réalisations, signées Lenny Pirringuel (51', 67') et Eddy Lukoki Mateso (84').

La France et l'Algérie disputeront un deuxième match amical, demain à 10h00 (heure algérienne) également au Centre technique Fernand-Sastre de Clairefontaine.

La sélection algérienne prépare les Jeux Méditerranéens de 2022 à Oran, alors que son homologue française prépare les qualifications de l'Euro-2023, avec notamment les doubles confrontations contre l'Italie (en novembre) et l'Allemagne (en mars).

Mondiaux-2021 juniors de judo Ahmed Rebahi (-81 kg) éliminé au premier tour

Ahmed Rebahi, le troisième et dernier judoka algérien engagé dans les Championnats du monde juniors à Olbia (Italie), a été éliminé dès le premier tour, après sa défaite contre l'Ukrainien Artem Buryr, le futur champion de la Poule «A», chez les moins de 81 kilos. Rebahi subit ainsi le même sort que ses compatriotes Melissa Dissi (-48 kg) et Abdelatif Mahdi Boubetra (-60kg), sortis eux aussi dès leur entrée en lice. Dissi s'était inclinée contre la Roumaine Giorgia Hagianu, alors que Boubetra, qui était exempté du premier

tour, s'était fait éliminer dès son premier combat contre le Géorgien Shkro Shatirishvili. La sélection algérienne est encadrée par l'entraîneur Djamil Bounab chez les garçons et par l'ancienne médaillée olympique Soraya Haddad chez les filles. Cette compétition planétaire, organisée du 6 au 10 octobre en Italie, a drainé la participation d'un total de 495 judokas (285 garçons et 210 filles), représentant 72 pays. La cinquième et dernière journée de compétition, prévue hier, devait être consacrée aux combats «par équipes».

Championnat national de cyclisme Les vététistes Mansouri en XCO et Sy Abdeldjali en DH sacrés

Les vététistes seniors, Abderrahmane Mansouri du MC Alger en XCO et Sy Abdeldjali du club Cèdre des Aurès Batna en DH, ont remporté les titres du championnat d'Algérie VTT, disputé vendredi et samedi dans la forêt des pins à Tiaret. En seniors XCO, qui ont concouru sur une distance de 21 km en 5 tours, la palme est revenue au vététiste Abderrahmane Mansouri du MC Alger qui a dominé l'épreuve, devant Abderaouf Bengayou et Oussama Cheblaoui de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Chez les juniors, qui ont parcouru la distance de 12,6 km, la première place est revenue à Rechrache Abderrahim du club d'El Hadjar, suivi de Zaid Walid du MC Alger et Belarbi Abdelkrim du VTT Tlemcen. En seniors dames sur la distance de 12,6 kilomètres, la première place est revenue à Yasmine El Meddadh du NR Dely Ibrahim, devant Azouz Chahra du TC Rouiba et Ziyat Chahrazed de Guelma. Chez les cadets, sur une distance de 8,2 km, la victoire est revenue au jeune vététiste Riahi Anes du club VTT Tlemcen qui a remporté l'épreuve devant son coéquipier Benhadji Serradj

du même club et Haddad Ismail du MC Alger. En cadettes, la jeune Kaid Slimane Sourou du VTT Tlemcen s'est imposée devant Mechab Malak et Bousbaa Sihem du club TC Rouiba.

En épreuve seniors de descente contre la montre, disputée vendredi sur une distance de 2,1 km, le vététiste Sy Abdeldjali du Cèdre Aurès Batna a remporté le titre de champion d'Algérie en 3 minutes 25 secondes, devant son coéquipier Nour El Islam Berramdane (3:28) et Toufik Ghoubacha du club VTT Tiaret (3:44). A l'issue de ce championnat national, les vainqueurs en VTT DH et VTT XCO représenteront l'Algérie au Championnat arabe prévu le mois de novembre prochain en Egypte.

En prévision du match retour face au Niger Les Verts depuis hier à Niamey

Large vainqueur du Niger hier (6-1), l'équipe nationale s'est rendue hier à Niamey pour disputer demain le match retour comptant pour la quatrième journée des éliminatoires du Mondial.

Après l'euphorie du match aller remporté sur le score de

(6/1), les Fennecs devront se reprendre pour bien aborder cette deuxième manche contre ce même adversaire. Le match se jouera au Stade Général Seyni-Kountché de Niamey que les joueurs craignent déjà en raison de son impraticabilité. La délégation algérienne s'est en-

EN A' 3-Bénin 1

Les Verts assurent et rassurent

La sélection algérienne des locaux s'est imposée face à son homologue béninoise sur le score de 3 à 1, en match amical disputé samedi soir au stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger), ce qui est de bon augure pour la préparation en vue de disputer la Coupe arabe des Nations.



Par Mahfoud M.

Après l'ouverture du score dès la quatrième minute par Zerrouki sur penalty, les hommes de Madjid Bougherra ont dominé les vingt premières minutes du match, avec de longues séquences de possession et un pressing intense sur le porteur du ballon dès que la balle est perdue, avant que les Béninois ne réussissent à égaliser à la 30' minute par Mohamed Saka sur une frappe de loin. En deuxième période les Algériens ont continué à exercer un pressing intense sur les Béninois, parvenant à reprendre l'avantage au score sur un centre de Bouguerra qui a trouvé Bensayah à la 75' minute de jeu. Par la suite l'Algérie est parvenue à aggraver le score sur un penalty transformé par Bouguerra (90'+1). Cette rencontre entre dans le cadre des préparatifs des «Verts» en vue de la Coupe arabe au Qatar (30 novembre-18 décembre), rendez-vous qui verra l'Algérie évoluer dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban. L'Algérie entamera le tournoi le mercredi 1^{er} décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes),

avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00). Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne A' prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

Bougherra «satisfait» du comportement des siens

L'entraîneur de la sélection des joueurs locaux, Madjid Bougherra, s'est dit samedi «satisfait» du comportement de ses joueurs, vainqueurs en amical à Alger du Bénin (3-1), affirmant avoir trouvé un «groupe» en prévision de la Coupe arabe.

«Je suis satisfait dans l'ensemble du comportement des joueurs, surtout que c'est un moment délicat car les clubs n'ont pas encore repris le championnat, et certains n'ont même pas joué de matchs amicaux. C'est pour cette raison que j'ai fait tourner tout le monde. Certes, changer de terrain à la dernière minute pour jouer sur la synthétique n'est pas l'idéal pour produire du beau jeu, mais on va retenir le bon comportement de

l'équipe et beaucoup de choses intéressantes», a déclaré Bougherra à l'issue de la rencontre disputée au stade Omar-Hamadi de Bologhine. Evoquant cette équipe du Bénin, le driver algérien a souligné qu'elle était «bien en place tactiquement», ce qui a créé des «difficultés» à ses joueurs et il a fallu attendre l'entrée de nouveaux éléments «pour apporter de la fraîcheur, du dynamisme et du mouvement». «Dans le football de haut niveau, il faut marquer quand vous avez des opportunités. Au bout de 10, 15 minutes, on pouvait mettre deux ou trois buts et le match aurait été différent. C'est une très bonne répétition, on a un aperçu sur le niveau qu'il y aura au CHAN et les adversaires qu'on pourrait affronter, car avant de venir ici, cette équipe du Bénin a battu le Togo», a analysé Bougherra. L'ancien défenseur algérien pense avoir trouvé le «groupe» qui disputera la prochaine Coupe arabe des nations au Qatar (30 novembre-18 décembre) durant laquelle l'Algérie affrontera l'Egypte, le Soudan et le Liban dans le groupe D, voire le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) en 2023 à domicile. «Suite au départ de beaucoup de joueurs après le Liberia (5-1 en amical), on a pris du temps pour repérer et préparer une liste élargie. Depuis les matchs amicaux du Burundi et la Syrie, nous avons trouvé une équipe et vous avez vu aujourd'hui des joueurs capables de disputer la Coupe arabe, voire le CHAN dans un an et deux mois en Algérie», a-t-il ajouté, rappelant que l'équipe nationale A' «est un tremplin pour les joueurs, car l'objectif numéro un est l'équipe première et un contrat professionnel en Europe».

M. M.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Oran

Explosion à l'entreprise Fertial d'Arzew

Une explosion s'est produite hier à l'intérieur de l'entreprise Fertial, spécialisée dans la production d'engrais et de fertilisants agricoles, basée dans la zone industrielle d'Arzew (Oran), sans faire de victime, a-t-on appris de sources concordantes. L'explosion, qui a causé de légers dégâts, s'est produite aux environs de 9heures du matin. Les agents des unités d'intervention et de protection de la société et des unités de l'entreprise de gestion de la zone industrielle ont maîtrisé les flammes en l'espace de 20 minutes, a indiqué une source de la société. L'origine de l'acci-

dent est due à une fuite d'un gaz industriel composé d'hydrogène, a-t-on expliqué à Fertial, tout en soulignant qu'aucune victime n'est à déplorer. Les services compétents s'attendent actuellement à évaluer la situation provoquée par l'explosion, a-t-on signalé de même source. Immédiatement après l'accident, le wali d'Oran, Saïd Saayoud, a chargé le directeur local de l'Energie de se rendre sur place, en compagnie de cadres de Sonatrach et Fertial, pour suivre l'évolution de la situation, indique un communiqué des services de la wilaya.

G. H.

Autoroute Nord-Sud

Fermeture pour travaux de l'échangeur nord de la ville de Médéa

L'échangeur nord de la ville de Médéa, situé sur une portion de l'autoroute Nord-Sud, sera fermé, à partir d'aujourd'hui, à la circulation automobile pour travaux, a appris, hier, l'APS auprès du directeur local des travaux publics par intérim. L'utilisation de l'échangeur nord de la ville de Médéa sera suspendue pour une durée d'un mois, en raison des travaux d'aménagement du chemin de passage dudit ouvrage d'art, a expliqué Mohamed Benhamzi, ajoutant que cette mesure est motivée par des impératifs de sécurité

routière, eu égard au nombre important de véhicules qui empruntent quotidiennement cet échangeur. Le trafic routier sera dévié, dans les deux sens de cette portion d'autoroute, vers les anciens tronçons routiers de la route nationale N° 1, durant la durée de ces travaux destinés à optimiser la sécurité de l'ouvrage et assurer sa pérennité, a-t-il indiqué, précisant qu'un système de signalisation routière sera mis en place, en vue d'orienter les usagers et éviter d'éventuels accidents de la circulation.

L. M.

Ecole supérieure de Mathématiques et de l'Intelligence artificielle

Début des cours le 12 octobre

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a annoncé, hier depuis Tipasa, que les cours au niveau de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM) et de l'Ecole supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA) débuteront demain 12 octobre. Le ministre, qui a donné en compagnie de membres du gouvernement le coup d'envoi officiel de l'année universitaire 2021/2022 au pôle universitaire de Koléa, a indiqué que les cours

débuteront demain dans ces deux écoles, créées sur décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'ENSM et l'ENSIA devront former des ressources humaines qualifiées en intelligence artificielle et en mathématiques, en vue de relever les défis mondiaux en matière de maîtrise de nouvelles technologies, a ajouté le ministre, soulignant que ces deux écoles viennent s'ajouter aux réalisations accomplies par l'Algérie depuis

de ses universités passer d'un à deux établissements en 1971 à quelque 111 universités en 2021.

Pas moins de 1 696 000 étudiants ont rejoint hier les bancs des universités à travers tout le pays, en vue d'entamer les cours en mode présentiel pour l'année universitaire 2021/2022, marquée par le lancement d'une vaste campagne de vaccination de l'ensemble de la famille universitaire afin d'enrayer la propagation de la pandémie.

H. Y.

Blida

Report du procès en appel de Hamel et Berrachdi au 24 octobre

La cour de Blida a décidé, hier, de reporter au 24 octobre courant le procès en appel de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, et de l'ancien chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, Noureddine Berrachdi.

Ce report a été décidé en raison de l'absence de témoins principaux dans l'affaire, dont Kamel Chikhi, dit «El Boucher», en détention dans d'autres affaires et de l'ex-ministre Tayeb Louh, jugé hier au tribunal criminel de Dar El Beïda (Alger), pour des accusations liées à l'entrave au bon déroulement de la justice, lorsqu'il était à la tête du ministère.

La cour de Blida avait reporté, fin sep-

tembre écoulé, le procès en appel de Hamel et de Berrachdi au 10 octobre courant, pour absence de certains témoins, dont l'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh, tandis que Kamel Chikhi était présent à l'audience.

Le tribunal de Blida avait condamné Abdelghani Hamel et Noureddine Berrachdi à une peine de quatre ans de prison ferme, assortie d'une amende de 100 000 DA chacun, pour «abus de fonctions», en donnant des ordres pour la poursuite d'une enquête dans un dossier qui n'était pas du ressort de la Sûreté nationale.

Selon l'arrêt de renvoi du tribunal, l'ancien chef de la Sûreté de wilaya d'Alger a

poursuivi les investigations dans une affaire de blanchiment de fonds publics d'une valeur de 125 millions de DA, et de financement de groupes terroristes, dans laquelle est accusé Kamel Chikhi, dit «El Boucher», après son renvoi devant le procureur de la République. Un fait en violation avec la loi en vigueur dans le domaine.

Tribunal de Dar El-Beïda : début du procès de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh

Le procès de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, poursuivi pour

entrave à la justice, s'est ouvert hier au tribunal criminel de Dar El Beïda (Cour d'Alger). Sont également poursuivis dans cette affaire, le conseiller et frère de l'ancien président de la République, Saïd Bouteflika, l'homme d'affaires Ali Haddad, tous deux en détention, ainsi que l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice, Taïeb Hachemi.

Le Conseiller instructeur près la Cour suprême avait ordonné le 22 août 2019 le placement de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, en détention provisoire pour «abus de fonction, entrave à la justice, incitation à la partialité et incitation à faux en écriture officielle».

Lamine H.

Juste après une panne mondiale de Facebook



Loumis

Djalou@hotmail.com

Foot / Equipe nationale

La gestion de la pelouse du stade de Blida confiée à la FAF

■ Le ministre Sebtag : «Pourtant, j'avais reçu un rapport détaillé sur la pelouse du stade de Blida, accompagné de photos et vidéos, comme si elle était en excellent état. Malheureusement, ça n'a pas été le cas»...

Par Racim S.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebtag, a annoncé, hier, que la gestion de la pelouse du stade Mustapha-Tchaker de Blida est confiée désormais à la Fédération algérienne de football (FAF), suite aux nombreuses critiques dont elle a fait l'objet, à l'issue du match face au Niger (6-1), vendredi soir pour le compte de la 3^e journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

«J'avais le même sentiment de frustration exprimé par les joueurs et supporters. Maintenant, je comprends les déclarations du président de la

République quand il a parlé de Issaba. Ce mot ne vise pas uniquement des personnes, mais il s'agit d'une mentalité, une culture qui est en train de s'installer chez nous. J'ai pris des décisions individuelles (sanctions), touchant les personnes qui ont un rapport direct avec ce sujet. Nous avons décidé de confier la gestion de la pelouse du stade Mustapha-Tchaker à la FAF, car elle a une souplesse dans la gestion de ce genre de dossiers», a déclaré le premier responsable du département ministériel, peu avant son départ pour le Niger. «Les gens à qui on a confié la gestion des infrastructures sportives ont pris l'habitude de gérer les choses comme s'ils étaient passagers. C'est regrettable d'en arriver là, pour un pays comme l'Algérie. J'ai pris des décisions immédiates, considérées comme des solutions urgentes pour remédier à ce problème. Le sujet est profond et nécessite plus de préparation», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «Pourtant, j'avais reçu un rapport détaillé sur la pelouse du stade de Blida, accompagné de photos et vidéos, comme si elle était en excellent état. Malheureusement, ça n'a pas été le cas». Afin de mettre fin à ce problème récurrent de terrain décrié de l'enceinte blidéenne, Abderezak Sebtag a indiqué

avoir chargé le directeur de l'ENS/STS de former un groupe de travail. «J'ai chargé le directeur de l'Ecole nationale supérieure en sciences et technologie du sport (ENS/STS) de former une Task-Force, pour préparer les choses de manière scientifique et mettre ainsi définitivement fin à cette problématique», a-t-il conclu.

A l'issue de la rencontre face au Niger, le capitaine de l'équipe nationale Riyad Mahrez et l'attaquant Islam Slimani ont vivement déploré l'état de la pelouse du stade Mustapha-Tchaker de Blida. «Je pense que le terrain là-bas (à Niamey, ndlr) sera meilleur qu'ici. C'est triste de le dire mais c'est une réalité. Il faut savoir que le terrain est très abîmé. Il est presque injouable. Il y a du sable, je ne comprends pas comment un pays comme le nôtre puisse avoir une pelouse de la sorte», a regretté Mahrez.

«C'est grave pour un pays comme l'Algérie de posséder de telles pelouses.

Pour aller au Mondial, il faudra mettre tous les atouts de notre côté. Nous, au contraire, on donne plus de force à nos adversaires. On vient une fois par mois pour représenter l'Algérie. C'est une catastrophe de trouver les pelouses dans cet état. C'est grave», a réagi de son côté Slimani.

R. S.